



Pétition adressée à M. Mamoudou Kassogué,
Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme du Mali
A envoyer à Amnesty International France
76, boulevard de la Villette
75940 Paris Cedex 19

JUSTICE POUR ROKIATOU, CONDAMNÉE POUR AVOIR PARLÉ PUBLIQUEMENT DES
DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES AU MALI

Monsieur le Ministre de la Justice,

Rokiatou Doumbia, ou « Tante Rose », est commerçante et fondatrice d’une association qui aide les femmes à lancer une activité économique et organise des distributions alimentaires. Elle est aussi influenceuse sur TikTok, où elle compte plus de 175 000 abonné-es. Rokiatou a su créer, avec ses *lives*, un espace dans lequel les personnes pouvaient raconter leurs difficultés quotidiennes. Dans un *live* lancé en mars 2023, elle évoque la hausse des prix des produits de première nécessité, ainsi que le conflit armé dans le pays sous le régime militaire instauré après les coups d’État de 2020 et 2021. Deux jours plus tard, elle est arrêtée dans sa boutique à Bamako.

Le 17 août 2026, Rokiatou est condamnée à 10 ans de prison, dont trois avec sursis, pour « atteinte au crédit de l’État » et « association de malfaiteurs ». Son emprisonnement met aussi en grave difficulté sa famille, car Rokiatou était la principale source de revenus de son entourage.

L’affaire de Rokiatou met en évidence l’augmentation des restrictions de l’espace civique et de la liberté d’expression au Mali, où les voix dissidentes sont menacées. Nous vous demandons de la libérer immédiatement et inconditionnellement. Dans l’attente de sa libération, Rokiatou doit être transférée à proximité de Bamako ou dans la ville afin de permettre des visites régulières de sa famille et de ses avocat-es.

Je vous prie d’agréer, Monsieur le Ministre de la Justice, l’expression de mes salutations distinguées.

	NOM, PRÉNOM	VILLE – CODE POSTAL - COURRIEL*	SIGNATURE
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

Amnesty International France (AIF) traite les informations recueillies sur cette pétition de façon sécurisée afin d’interpeller M. Mamoudou Kassogué, ministre de la Justice et des Droits de l’Homme du Mali. Le responsable de traitement des données est AIF, représentée par sa Présidente, Anne Savinel-Barras. Conformément aux réglementations en vigueur vous disposez d’un droit d’accès, de rectification, de suppression, de restriction et d’opposition au traitement des données vous concernant. En signant cette pétition vous acceptez que vos données soient transmises à M. Mamoudou Kassogué, ministre de la Justice et des Droits de l’Homme du Mali. Pour plus d’information sur le traitement de vos données, les mentions légales sont mises à votre disposition par nos équipes militantes.